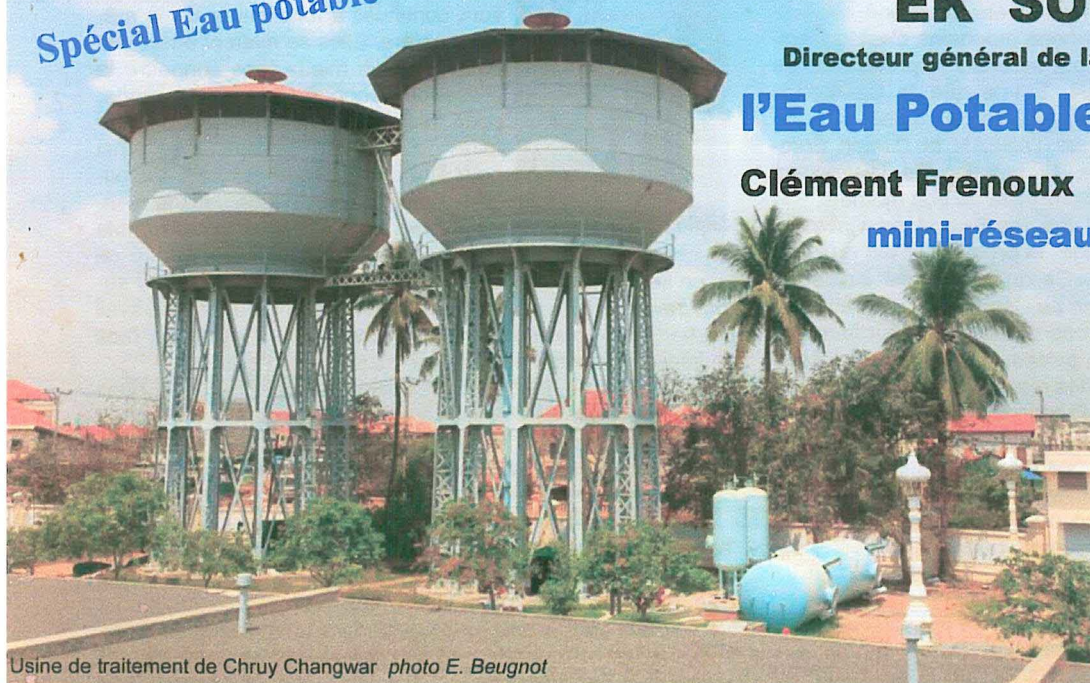


Spécial Eau potable



Usine de traitement de Chruy Changwar photo E. Beugnot

EK SONN CHAN

Directeur général de la Régie des Eaux (PPWSA)

L'Eau Potable à Phnom Penh

Clément Frenoux

mini-réseaux d'eau potable

- le cas des foyers isolés

- la formule du DAI pour les mini - réseaux

- les interventions de l'AFD



Sok Siphana

quelle politique économique ?

Création d'une Eurocham au Cambodge

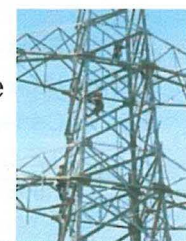


Plan de gestion de Preah Vihear

l'opération
déraillement



dans les Cardamomes
vie sauvage, routes,
barrages, lignes à haute
tension, plantations
et casino



L'inauguration du Marché central

Livre : Marché central, histoire d'une rénovation

Création de l'EUROCHAM Cambodge

Au moins 200 personnes ont assisté le 2 juin, à la Phnom Penh Tower, au lancement de l'*Eurocham Cambodge*, qui réunit la *Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne* (CCFC), la *British Business Association in Cambodia* (BBAC), la *German Business Group in Cambodia* (ADW). Quelques réactions recueillies sur place:

S.E. Cham Prasith, Ministre du Commerce



Cette Eurocham c'est une très bonne idée. Nous avons eu une réunion à Djakarta, où l'on a organisé le sommet des affaires entre l'ASEAN et l'Union européenne. Cet événement a été couronné de succès. L'année prochaine c'est le Cambodge qui assurera la présidence de l'ASEAN. Est-ce que le Cambodge sera prêt ? Il doit organiser le sommet entre l'ASEAN et l'Union Européenne, la création de l'Eurocham arrive donc juste au bon moment.

C'est vrai, les Européens n'investissent pas beaucoup au Cambodge, le problème c'est qu'ils ne connaissent pas le Cambodge. Ce qu'il faut c'est inciter les compagnies européennes à venir au Cambodge, jeter un coup d'oeil, et réaliser qu'il y a beaucoup d'occasions pour faire des affaires. Jusqu'à présent nous avions la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne, des représentations nationales, mais personne ne représentait l'Union Européenne, nous n'avions pas d'interlocuteur européen pour le business, et maintenant, voilà, c'est fait, nous avons un interlocuteur privilégié, c'est une nouvelle qui tombe du ciel.

D'ailleurs, Eurocham c'est un nom qui comporte le mien, Cham, donc j'en fais tout naturellement partie !

Dominique Catry, président de l'Eurocham



L'Eurocham aura par exemple le rôle de recevoir les délégations d'affaires étrangères; de rendre des services aux entreprises qui souhaitent investir au Cambodge; elle sera une source d'informations. En même temps elle sera un interlocuteur de poids pour le gouvernement.

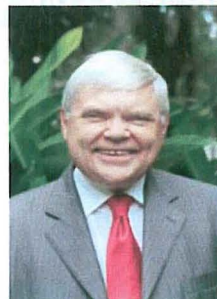
Pour l'instant, elle n'en est pas là, il faut d'abord créer sa structure, ses statuts, son organisation. Il faut une structure permanente, avec un directeur qui a faire fonctionner cette Eurocham au jour le jour. Les trois prochains mois seront consacrés à l'élaboration des statuts, des modalités de fonctionnement, la définition des différentes catégories de membres, les conditions pour en faire partie, revoir les statuts de la CC FC et son règlement intérieur.

Une question essentielle est évidemment celle du finance-

ment. Pour l'instant il n'y en a aucun. On peut imaginer la contribution de certains membres, la rémunération de services rendus, ou qu'une partie du montant des cotisations des membres des chambres serve à financer l'Eurocham. On peut imaginer l'aide d'un organisme européen, de l'Union Européenne, ... Pour cela il faut que l'Eurocham existe déjà, et qu'elle apparaisse crédible ! Ensuite nous pourrions dialoguer.

Est-ce que dans cette Eurocham on ne parlera plus qu'anglais ? Mais non, chaque Chambre gardera son caractère. Et la langue des affaires de toutes façons, c'est l'anglais, nous n'avons pas d'état d'âme là-dessus.

SE. Christian Connan, Ambassadeur de France



Non je crois pas que l'Eurocham va noyer la communauté d'affaires française: elle saura nager. Les Chambres vont conserver leur identité, elles gardent leur appareil et vont continuer à fonctionner de la même manière. Elles se mettent ensemble pour à la fois mieux faire connaître la présence économique européenne, pour faire de la communication, pour faire du lobbying ensemble et ainsi pour être mieux écoutées. Le Cambodge est maintenant engagé dans la mondialisation, cela implique un ensemble

de changements législatifs, les entreprises ont intérêt à ce qu'on tienne compte de leur point de vue; ensemble elles auront davantage de poids. Il y a souvent des groupes de travail entreprises—gouvernement, le gouvernement ayant en face de lui une Chambre européenne ne peut pas l'ignorer.

Est-ce que les français va reculer ? J'espère que non, dans cette Eurocham les Français sont majoritaires, donc on pourrait imaginer que tout le monde parle français ! On va apprendre le français aux autres ! En tous cas je fais confiance à cette Eurocham, je suis très optimiste.

Tassilo Brinzer, rédacteur en chef de *Globe*

Créer une Eurocham, rapprocher le Cambodge et l'Europe, c'est la bonne décision, au bon moment.

Il n'existe pas beaucoup d'entreprises allemandes au Cambodge, c'est vrai, mais tout de même des distributeurs, des marques comme *Mercedes*, *Siemens*, *Bosh*, *Kärcher* ... Mais nous savons qu'il y a ici un grand potentiel. Le Cambodge est très bien situé au milieu de la région, cela lui donne une position stratégique, et puis les Allemands sont un peu partout, comme c'est dans la nature du business d'être un peu partout. En ce moment le Cambodge monte, en termes de régulation, il va y avoir une bourse, ce sera un terrain d'entraînement pour les compagnies allemandes. Le problème ici est que le marché local n'est pas assez grand pour justifier l'installation directe de grandes entreprises. Il y a aussi le fait que de grandes entreprises ne veulent pas entrer sur le marché cambodgien pour ne pas avoir de dossier corruption dans leurs livres.

[en 1999 l'ambassadeur d'Allemagne H. Loeschner souhaitait déjà une collaboration beaucoup plus étroite entre pays européens présents au Cambodge, *cn 118*. C.n.]

Confection: les marchés 2 mois 2011 (mio \$)		
Etats-Unis	363,6	60 %
Union Européenne	119,6	20 %
Canada	63,2	10 %
Japon	22	4 %
Autres pays	34,6	6 %

Stat. Min du Commerce

Arrivées tous visiteurs par régions 4 mois 2011		
Asie	687 736	67,7 %
Europe	223 109	22,3 %
Amériques	84 951	8,5 %
Moyen Orient	3 609	0,4 %

Stat. Min du Tourisme

Visites de businessmen par pays européens, 4 mois 2011	
France	2 065
Grande Bretagne	1 391
Allemagne	545
Pays Bas	220
Suisse	200
Suède	199
Italie	182
Norvège	123
Danemark	112 ...

CAMBODGE NOUVEAU

Sok Siphana, avocat
ancien Secrétaire d'Etat au Commerce
un exposé à la
**Chambre de Commerce
Franco-Cambodgienne**

Quelle politique économique ?

Six ans après l'entrée du Cambodge à l'OMC, on peut essayer de faire le point.

On a assisté ces derniers temps à une remontée de la Confection grâce à une législation fiscale favorable. « On est contents ! ... mais c'est le passé ».

Effervescence dans le secteur agricole

Maintenant on assiste à une effervescence dans le secteur agricole: le riz, où les exportations de riz décortiqué (et non de paddy) sont en grand progrès grâce à la modernisation du décorticage, rendu possible par des prêts atteignant 1 à 2 millions de dollars, par un système de financement qui permet d'acheter le riz aux producteurs avant la récolte et de devancer ainsi les voisins ... système conforté par un fond de garantie aux banques; les principales banques du Cambodge augmentent considérablement leurs prêts au secteur rizicole en particulier. On voit que les voisins vietnamiens, thaïlandais, délocalisent pour participer au phénomène. Le riz cambodgien est ainsi compétitif et les exportations vers l'Europe, grâce aux préférences tarifaires, deviennent possibles.

Effervescence aussi pour le caoutchouc, en plein essor: les surfaces plantées, 190 000 ha actuellement, passeront à 400 000 ha en 2015 ! Avec un prix de 5000 \$ la tonne, un rendement de 1,2 t à l'ha, cela assure des revenus élevés, y compris pour les petits investisseurs.

Le secteur agricole commence donc à jouer un rôle énorme dans l'économie du Cambodge, d'autant qu'il faut compter aussi avec le manioc, le maïs, le soja, la noix de cajou, l'huile de palme, la canne à sucre ... Les sociétés au Cambodge voient bien le potentiel agricole du pays.

Nous devenons compétitifs

On voit émerger maintenant, 20 ans après les Accords de Paris, une nouvelle mentalité: finies la sympathie, la pitié pour le Cambodge ! Nous devenons compétitifs. Cela doit entraîner une nouvelle mentalité de la part des fonctionnaires: ils doivent aider le secteur privé, il faut qu'il y ait conjonction des efforts, et non, comme cela existe encore, « étranglements » !

J'ai beaucoup de confiance dans les jeunes boursiers qui reviennent de l'étranger. Ils sont prêts à gérer, ils ont l'esprit

critique, ils sont très ouverts, ils me donnent beaucoup d'espoirs.

Du côté du gouvernement, on observe un changement, l'approche n'est plus la même, les dirigeants sont devenus plus forts, ils reçoivent moins de conseils, ils ne reçoivent plus aussi facilement les visiteurs; et il y a plus de réunions techniques.

Les investisseurs étrangers ? Les Japonais, très prudents, observent le Cambodge depuis 20 ans. Ils vont venir. Par exemple, deux de leurs plus grandes usines ne pouvant plus produire, ils pourraient créer une usine de pneus au Cambodge ...

Le Cambodge comme assurance

La crise a eu un effet heureux: par prudence les investisseurs, par exemple dans la confection, ont considéré le Cambodge comme une sorte d'assurance: on ne met pas tout en Chine, on met 5 à 10 % au Cambodge. Ainsi ce n'est pas seulement à l'OMC que le Cambodge doit ses progrès.

Ressources naturelles: patience !

Pour les ressources naturelles, on a connu une grande pagaille dans le secteur du pétrole, où des prévisions fantaisistes ont créé des supputations énormes, et une flambée de l'immobilier... dans ce domaine,

comme pour les ressources minières, bauxite etc ... il n'y a pas eu jusqu'à présent de grandes trouvailles. Il y a du potentiel, mais il faut du temps...



**Finie la pitié pour le Cambodge
Nous devenons compétitifs !**

Il faut plus d'ingénieurs que d'économistes

L'éducation: on a besoin des universités, de doctorats ... mais pas trop, on n'a pas besoin de milliers d'économistes diplômés. On crée de faux espoirs. Il faut davantage de formations professionnelles, davantage d'ingénieurs. Les sociétés devraient entrer dans ce secteur, former davantage dans l'entreprise elle-même de façon à n'avoir plus besoin d'ingénieurs étrangers.

Soutenir la concurrence de l'ASEAN

Dans quatre ans, le Cambodge deviendra membre de la Communauté économique de l'ASEAN : nous serons alors en compétition avec les professionnels venant des pays voisins, Dans le tourisme par exemple avec ceux qui sont à Phuket: il nous faut des chefs cambodgiens capables de circuler dans les pays de l'ASEAN. Dans le seul secteur du Tourisme, il y a 19 sous-secteurs ! Il nous faut des écoles, et investir, et créer un lobby pour obtenir un soutien !

Les défis sont énormes, mais avec une politique claire en faveur des secteurs prioritaires, le développement est possible sans incitatives. J'ai confiance. Le Cambodge est un pays très ouvert, où la liberté d'investir et de gérer est exceptionnelle.

C'est le message qu'il faut faire passer au secteur privé. .



**Local experience
Regional expertise**

www.cominasiaigroup.com

- Equipment supply
- Turn-key projects
- Multitechnical after sales services



Power



Air Conditioning



Water

Plan de gestion de Preah Vihear l'opération déraillement



Plan de gestion de Preah Vihear: la Thaïlande le fera-t-il dérailler ?

Il est question maintenant du plan de gestion du site de Preah Vihear. Un tel plan de gestion, agréé par une commission spéciale, indépendante, est obligatoire pour obtenir le classement au Patrimoine mondial. Sa présentation et son agrément par cette commission peuvent être différés dans le temps. A la réunion Brasilia, lors de la 34ème session du Comité du Patrimoine mondial, en juillet 2010, il a été décidé qu'on examinerait le plan cambodgien en 2011.

La réunion d'abord prévue à Bharein aura lieu à Paris entre le 19 et le 29 Juin.

Rappelons que ce plan de gestion n'a rien à voir avec le tracé de la frontière: il concerne le site tel qu'il a été inscrit en 2008 au patrimoine mondial par l'Unesco. L'Unesco n'est pas compétente en matière de tracé des frontières. Thaïlande et Cambodge ont d'ailleurs reconnu conjointement en juin 2008 que les deux questions, démarcation de la frontière et protection du site devaient être traitées séparément (cn 266).

Il n'en reste pas moins que la Thaïlande trouve là un nouveau prétexte à querelle.

The Nation rapportait le 4 août 2010 que le ministère de l'Environnement thaïlandais (qui s'occupe du dossier Preah Vi-

hear), a créé dès août 2010 un groupe de travail chargé de « suivre le plan de gestion cambodgien et de rechercher les occasions et les moyens de faire dérailler l'inscription au patrimoine mondial ». « Ce groupe de travail « fera du lobbying auprès des autres membres du CIC pour qu'ils soutiennent la position thaïlandaise et s'opposent au plan de gestion cambodgien ».

Cette intéressante information publiée dans c.n. 290 de septembre 2010, n'avait pas suscité de réactions. On va bientôt savoir si la Thaïlande a réussi son opération « déraillement »

Il n'était pas question dans l'article de The Nation des moyens que ce groupe de travail pourrait utiliser. Chacun est libre de faire des suppositions.

Une rencontre préliminaire les 25, 26 et 27 mai, à Paris, entre le vice-Premier ministre Sok An et le ministre de l'Environnement thaïlandais n'a donné aucun résultat.

D'autre part, s'agissant de la zone que le gouvernement Thaïlandais revendique, 4,6 km2 dans l'ouest du temple, le gouvernement cambodgien a demandé à la Cour internationale de justice de La Haye de commenter l'arrêt de juin 62, espérant bien qu'elle confirmera : 1. que les forces thaïlandaises doivent évacuer la zone en question; et 2. que cette zone appartient bien au Cambodge. C.n.

Une histoire interminable

La querelle khméro-vietnamienne au sujet de Preah Vihear, de Ta Moen, de Ta Krabei, serait-elle un passe-temps, une sorte de *kriegspiel* ? Un jeu-vidéo en vraie grandeur et en temps réel pour les militaires, les politiques, les diplomates, les organisations internationales, les médias ? Avec un peu de recul on peut se poser la question.

Il y a 43 ans Charles Meyer disait déjà que « ses rebondissements incompréhensibles commencent à exaspérer toutes les organisations internationales ». Rien de nouveau donc: diplomates, juristes,

militaires, journalistes et commentateurs tournent toujours la même louche dans la même soupière; une soupe décidément bien aigre.

« une querelle aux rebondissements incompréhensibles et exaspérants »

Charles Meyer 1966

Ci-après des extraits du livre très bien documenté de Charles Meyer *Derrière le sourire Khmer*.

« L'histoire des relations entre le Cambodge et la Thaïlande depuis 1953 est d'une extrême complexité (...). Il suffira donc de rappeler qu'en 1863 la France coloniale avait soustrait Norodom à la suzeraineté de la dynastie siamoise des Chakry et obligé le Siam à évacuer, en 1907, des provinces cambodgiennes annexées depuis plus d'un siècle.

« En 1941, profitant de la défaite française en Europe et de la « médiation » japonaise, le Siam, devenu Thaïlande, avait repris la province cambodgienne de Battambang et une grande partie de celles de Siem Reap, Kompong Thom et Stung Treng... qu'il fut contraint de restituer en 1947. Tout rentra dans l'ordre et en 1953, lorsque le Cambodge recouvra son indépendance, la frontière khméro-thaïlandaise fixée par les traités franco-siamois pouvait être considérée comme définitive et à Bangkok comme à Phnom Penh on admettait qu'aucun litige territorial n'existait plus entre les deux pays. (...)

Village de Knat Russey, à quelques km de Ta Krabei: paillotes, environ 200 habitants depuis 3 ans que la route est faite: « ici nous n'avons pas reçu de grenades, mais dans le village voisin oui, Nous sommes tous partis à la pagode de Samraong »



CAMBODGE NOUVEAU

« En 1958 les relations entre le gouvernement cambodgien et la nouvelleunte militaire thaïlandaise commencèrent à s'aggraver. On s'avisait à Phnom Penh que la police thaïe avait occupé le temple de Preah Vihear après en avoir chassé les gardiens et cette affaire devint la pomme de discorde entre les deux pays (...) ». En août 1958 « après deux semaines de discussions, ou plus exactement de double monologue, on admit qu'aucun accord n'était en vue. Les Cambodgiens proposèrent une gestion commune du temple sous réserve que son appartenance à leur pays soit confirmée. Les Thaïlandais refusèrent de reconnaître les documents cartographiques annexés au traité de 1907, ce qui ouvrait la porte à une remise en question de la totalité du tracé frontalier (...) ».

« Deux mois plus tard on en venait aux injures. Chaque jour les dirigeants, les journaux et la radio des deux capitales font assaut d'imagination dans le choix de l'insulte et d'apostrophes dignes de l'antique. On en appelle aux ressources infinies des langues thaï, khmère, chinoise, française et anglaise et on épingle les trouvailles « intolérables à l'honneur national » qui justifient une nouvelle escalade verbale ».

S'ensuit une trêve, jusqu'à ce que « le 6 octobre 1959 le gouvernement cambodgien décide de porter l'affaire de Preah Vihear devant la Cour internationale de justice et deux jours plus tard on en revient aux échanges d'insultes (...) »

« Le 15 juin 1962 la Cour internationale de justice de La Haye rendit son arrêt sur l'affaire de Preah Vihear en déclarant que « le temple est situé en territoire relevant de la souveraineté du Cambodge et que la Thaïlande est tenue d'en retirer tous les éléments de forces armées, de police ou autres ». La défense des intérêts cambodgiens avait été confiée à l'avocat américain Dean Acheson (...) ».

Au Cambodge, « on célébra l'événement comme la plus grande victoire depuis le retour de l'indépendance et le 15 juin deviendra fête légale en 1967 (...) ».

« De son côté le gouvernement thaïlandais, ulcéré et furieux, contestait le bien-fondé de l'arrêt, manifestait sa mauvaise humeur à l'endroit des pays dont les juges avaient reconnu la validité de la demande cambodgienne, lançait ses troupes en quelques opérations de harcèlement dans la région du temple et le secteur maritime de Koh Kong. C'est ainsi qu'autour de Preah Vihear se cristallisaient toutes les ran-

coeurs accumulées pendant des siècles par des générations de mandarins siamois et khmers (...).

Les deux pays demandent une enquête des Nations-Unies et en octobre 1962 le Secrétaire général de l'ONU chargea le diplomate suédois Nils Gussing d'examiner la situation (...). Nouvelle intervention de l'ONU en 1966 à la suite d'obscures escarmouches; « en août un troisième diplomate suédois le baron de Ribbing représentant personnel de M. Thant est chargé de donner satisfaction à ces deux pays dont l'interminable querelle aux rebondissements incompréhensibles commence à exaspérer toutes les organisations internationales (...) ». A son départ, le 25 février 1968, aucune perspective de réconciliation n'était en vue (...).

« Il est certain que la dispute entre le Cambodge et la Thaïlande avait été constamment envenimée par l'action conjuguée d'Américains bien tranquilles installés à Bangkok et des extrémistes du mouvement pan-thaï ».

« (...) il ne faut pas oublier que le contentieux khméro-thaïlandais est essentiellement féodal et peut être liquidé le jour où les deux pays auront des gouvernements démocratiques tournés vers l'avenir ».

Charles Meyer Derrière le sourire khmer, Plon, 1971.



Photos c.n.

Village de Sir Srei tout proche de Ta Moan. Les gens ont fait des abris, comme ci-dessus. « Oui il est tombé un projectile tout près de ma maison, la trace est bien visible et j'ai ramassé beaucoup d'éclats ».

Ailleurs dans le village une bombe tombée au milieu de maisons a cassé un cocotier, il y a des trous dans le toit en tôle, un homme a été légèrement blessé. Tout le monde, 160 familles, est parti se réfugier à Banteay Chmar, ou à la pagode de Samraong.

Dominant le Marché Central, la Brasserie vous propose une carte inspirée des brasseries parisiennes





St.130 #94
023 221 740
info@brasserieDurga.com



Open from 7:00am - 24:00pm

Le Lounge bar et nos salles VIP vous invitent à organiser des événements privés

l'eau au robinet à Phnom Penh

entretien avec

Ek Sonn Chan

**Directeur général de la PPWSA
Phnom Penh Water Supply Authority**

Phnom Penh: grande réussite

Le réseau de Phnom Penh se compare sans aucun complexe avec ceux de pays très développés. On peut même dire qu'il fait partie des meilleurs du monde.

Au nombre des performances on peut souligner celle-ci: le nombre de personnes **pour 1000 abonnés est de 2,9**. De façon générale, ce chiffre est de 8 ou 10. Cela vient de ce que nous n'avons aucun sous-traitant: nous faisons tout nous-mêmes, y compris la pose de conduites de 1600 mm en fonte semi-ductile. C'est une performance très importante; aucune autre compagnie des eaux dans le monde ne pose elle-même de telles conduites.

Nous avons **210 000 branchements**, qui desservent environ 250 000 familles (il y a des branchements communs) et la proportion des habitants desservis par le réseau est de **92 %**.

Sur ces 210 000 branchements, il y a

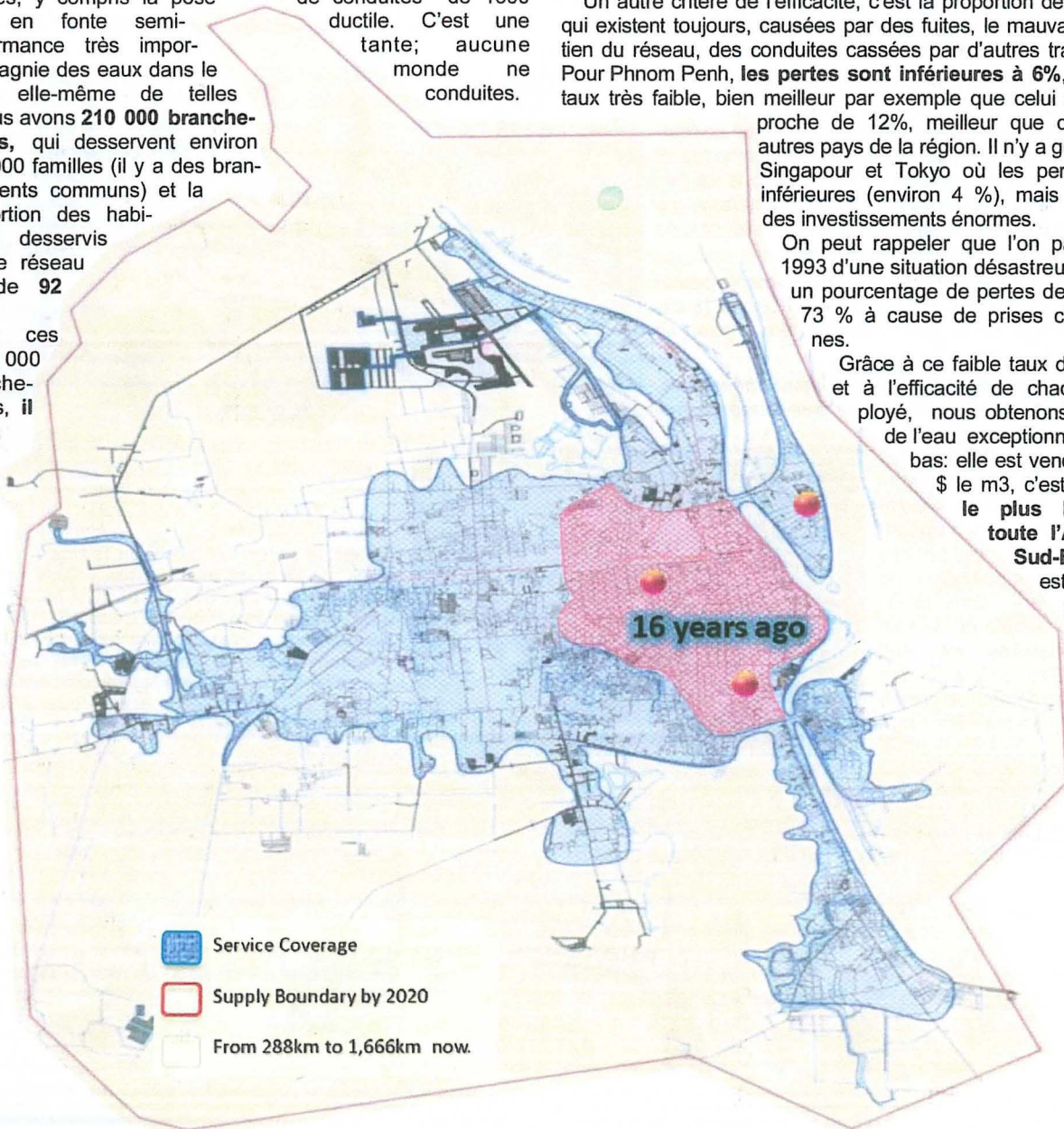
22 000 « branchements sociaux », c'est-à-dire **entièrement gratuits**, desservant environ 25 000 familles. En 2011 nous avons réalisé déjà 4000 de ces branchements, rapidement et gratuitement.

Les tarifs des branchements sont établis par «tranches», ils sont proportionnels aux revenus des familles: pour certaines familles la subvention est de 70 %, pour d'autres de 50 %, pour d'autres de 30 %. Les critères: ce qu'en disent les voisins, qui sont très objectifs.

Un autre critère de l'efficacité, c'est la proportion des pertes, qui existent toujours, causées par des fuites, le mauvais entretien du réseau, des conduites cassées par d'autres travaux ... Pour Phnom Penh, **les pertes sont inférieures à 6%**, c'est un taux très faible, bien meilleur par exemple que celui de Paris proche de 12%, meilleur que celui des autres pays de la région. Il n'y a guère que Singapour et Tokyo où les pertes sont inférieures (environ 4 %), mais grâce à des investissements énormes.

On peut rappeler que l'on parlait en 1993 d'une situation désastreuse, avec un pourcentage de pertes de plus de 73 % à cause de prises clandestines.

Grâce à ce faible taux de pertes et à l'efficacité de chaque employé, nous obtenons un prix de l'eau exceptionnellement bas: elle est vendue 0,25 \$ le m3, c'est **le tarif le plus bas de toute l'Asie du Sud-Est**. Il est à peu près 10 % de ce qu'il est à Paris.



CAMBODGE NOUVEAU

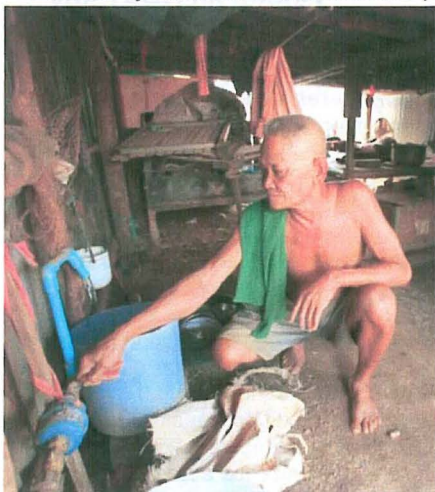
Ce m3 vendu 0,25 \$ nous revient 0,23 \$. Notre marge est donc faible, et pourtant nous réalisons chaque année des bénéfices. En 2010: **10 millions de dollars de profits nets.**

Cela nous permet de construire avec le soutien de l'AFD et de la Jica une nouvelle station d'épuration, la quatrième, Niroth. Dans une première phase elle fournira 130 000 m3/jour, autant dans une deuxième phase, soit au total 260 000 m3/jour.

La station que nous avons ici au siège de la PPWSA fournit 150 000 m3/jour; celle de Chruy Chanwar (avec ses deux réservoirs construits par Eiffel en 1895): 103 000 m3/jour.

**Politique tarifaire:
plus on consomme, plus le m3 est cher**

C'est un système dit « subventionné progressif »: les gens



qui consomment le moins sont les plus pauvres: ils n'ont pas de voiture à laver, pas de jardin à arroser, ils paient le m3 très bon marché, et la différence est payée par les plus riches, qui paient le m3 nettement plus cher.

Il y a trois catégories:
- domestique;
- administratif;
- commercial.

• dans le **tarif domestique** il y a quatre tranches :

- de 0 à 7 m3 / mois 550 riels / m3
- de 8 à 15 m3 / mois 770 riels / m3
- 16—50 m3 / mois 1010 riels / m3
- 50 et au-delà 1270 riels / m3

• **tarif administratif** : 1030 riels / m3 tarif unique

• **tarif commercial** 4 tranches

- de 0 à 100 m3 / mois 950
- de 101 à 200 m3 / mois 1150
- de 201 à 500 m3 / mois 1350
- plus de 500 m3 / mois 1450

Ces tarifs sont restés inchangés depuis le 1er avril 2001, et pourtant nous avons fait des profits chaque année.

l'eau potable en province

Disons que les situations sont très variables. Nous ici à la PPWSA nous sommes prêts à aider les petits frères. Nous créons un bureau d'études pour déterminer quels médicaments sont adaptés. Nous nous y préparons. Il faut trois éléments:

- une structure, un système
- trouver des gens capables
- et injecter du savoir-faire

Sinon, c'est comme verser de l'eau dans un puits sans fonds.

Eric Beugnot
directeur de l'AFD Cambodge

L' AFD

l'eau potable, depuis 18 ans

Actuellement l'AFD finance le projet PACEPAC du GRET sur l'hydraulique villageoise (la suite d'un projet réalisé en 1993) : une subvention de 100 000 euros pour les 4 années 2008—2011; elle représente 31 % du coût du programme.

L'AFD subventionne d'autre part à hauteur de 27 000 euros une étude du GRET sur les besoins de financements pour les mini-réseaux en zone semi-urbaine, c'est-à-dire 1 500 à 2 500 foyers (voir pages suivantes).

Les interventions de l'AFD en faveur de l'eau potable au Cambodge sont anciennes, et renouvelées. Au cours des 10 dernières années, on peut recenser:

- en 2001 une subvention de 750 000 euros au ministère du développement rural pour un appui à la formation professionnelle dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement;
- en 2003 une subvention de 4 millions d'euros pour alimenter les quartiers périphériques en eau potable;
- en 2007 11 millions de prêts bonifiés pour le doublement de l'usine de traitement de Chruy Changwar;
- en 2010 un prêt bonifié de 16 millions de dollars pour le co-financement de la nouvelle usine de traitement de Niroth, avec la Jica et la Régie des Eaux (PPWSA).
- et nous envisageons de co-financer avec la Régie des Eaux la deuxième tranche de l'usine de traitement de Niroth, y compris le réseau de distribution, qui concernera surtout les quartiers sud.

Il faut souligner, dit Eric Beugnot, la qualité de l'eau qui sort des usines de traitement de la PPWSA: c'est de l'eau potable, meilleure même que l'eau en bouteille qui est privée par ses divers traitements et sa conservation dans du plastique, de ses éléments minéraux. Cette eau à Phnom Penh est directement consommable au robinet —si du moins elle n'est pas stockée au passage dans des réservoirs tout à fait inutiles, et même nuisibles s'ils ne sont pas très propres. L'eau du robinet à Phnom Penh est la moins chère dans toute l'Asie du Sud-Est, beaucoup moins chère que l'eau en bouteilles.

La PPWSA va entrer en bourse

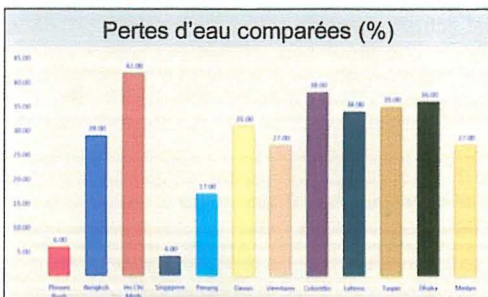
«La Régie des Eaux en fait n'a pas besoin de financement extérieur, mais le gouvernement nous a demandé de participer au démarrage de la bourse.

«Je pense que nous serons prêts pour le 11 novembre 2011 (11.11.11). Nous avons déjà eu des audits internationaux et nous remplissons les conditions demandées. La seule chose: nous sommes dans un système de comptabilité nationale, et nous devons passer à un système international. Nous nous y faisons peu à peu, nous tiendrons les délais, je suis très optimiste.

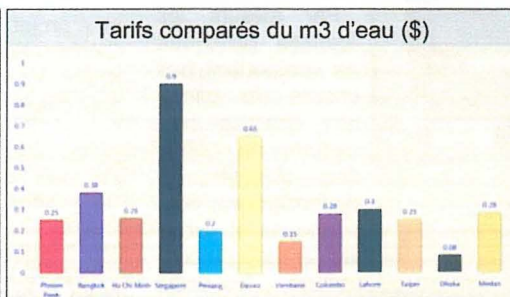
«En fait, si le gouvernement ne nous l'avait pas demandé,

nous n'entrerions pas en bourse. Nous avons une mission très claire: alimenter les gens en eau propre au prix le plus bas possible. La bourse vient compliquer cette mission, en y ajoutant un autre objectif: faire un profit important».

Pertes d'eau comparées (%)



Tarifs comparés du m3 d'eau (\$)



l'eau potable

dans les petits centres semi-urbains

l'expérience du programme MIREP et PACEPAC

Si Phnom Penh et ses environs sont bien desservis en eau propre, et même potable, et s'il y a des réseaux aussi dans les principales agglomérations, pour les populations rurales c'est bien différent: 27 % seulement des habitations ont un accès direct à l'eau. On recueille l'eau de pluie, on en achète à des distributeurs ambulants, on va chercher l'eau à la rivière, à la mare, au puits, et on en remplit de grosses jarres, activité très consommatrice de temps et d'énergie, pour une eau qui en général n'est pas saine, qui peut générer des maladies comme la diphtérie et qui favorise les moustiques c'est à dire la paludisme, la dengue.

les services d'eau potable informels existants

Selon les études réalisées sur le sujet (AFD 2005, Banque Mondiale 2006, DAI 2009), on compterait 300 à 400 petits entrepreneurs locaux, qui auraient investi spontanément dans des réseaux de distribution d'eau potable; un chiffre qui reste incertain et masque la diversité des dispositifs.

Ces systèmes sont très imparfaits, nous dit Clément Frenoux, spécialiste eau et assainissement au GRET. Rares sont les réseaux qui desservent plus de 500 foyers. Ces réseaux très divers, ne répondent à aucun standard, ils sont souvent de faible facture technique, la qualité de l'eau n'est pas toujours garantie, et la gestion des infrastructures est incertaine.

Il existe bien une politique de l'eau potable et de l'assainissement établie en 2003. Le cadre institutionnel a été clarifié. C'est le Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie (MIME) qui a l'entière tutelle de gestion et de régulation des services d'eau potable avec la participation du secteur privé. Les systèmes communautaires sont sous la tutelle du Ministère du Développement rural (MRD). Il existe également une loi sur les concessions et une loi sur la qualité de l'eau qui permettent d'encadrer le secteur. Aujourd'hui le ministère délivre des licences, qui sont d'ailleurs en forte augmentation depuis ces trois dernières années.

Toutefois ce cadre légal reste insuffisant, une loi est toujours en préparation depuis 2004. Il manque en particulier des



lois et règlements pour encadrer par exemple les procédures d'appel d'offres, ou la formalisation des entrepreneurs existants, la définition et la réactualisation des tarifs.

Par ailleurs les licences octroyées ne comportent pas encore de cahier des charges permettant de définir des objectifs de performances économiques et sociales, la zone de couverture, les coûts

de connexion et les tarifs de vente, les standards techniques etc ... Elles sont, de plus, d'une durée trop courte, 3 ans, qui ne permet pas de sécuriser les investissements consentis par les opérateurs privés.

de l'eau de qualité, au robinet, pas chère, par une formule de partenariat public-privé

l'appui du GRET aux petits entrepreneurs privés

Le GRET, *Groupe de Recherches et d'Échanges Technologiques*, ONG française, a conduit conjointement avec *Kosan engineering*, de 2001 à 2005, le programme MIREP (*Mini-Réseaux d'Eau Potable*), relayé par le programme PACEPAC (*Programme d'Aménagement en Eau Potable et Assainissement au Cambodge*).

Les ambitions d'origine: installer des réseaux d'eau potable de qualité, avec une formule associant par contrat un entrepreneur privé et l'autorité locale. (voir J.P. Mahé en 2004, *cn 212*).

Les cibles prioritaires: les agglomérations comptant en gros de 200 à 1500 maisons, avec une ou quelques petites entreprises, l'ensemble constituant une demande suffisante pour justifier l'investissement. Le gestionnaire est donc privé – il ne s'agit pas de gestion communautaire – en contrat avec la commune, la province et d'une licence auprès du ministère. Le contrat précise les obligations de l'investisseur : le montant de l'investissement, le nombre des raccordements prévus, la continuité du service, la qualité de l'eau, la tarification. La commune et le ministère de tutelle doivent pouvoir contrôler l'activité et la gestion de l'entrepreneur privé. Il s'agit d'un contrat PPP, «partenariat public privé».

Ces contrats sont simples, flexibles, et négociés localement en fonction des contraintes locales. En 10 ans, plusieurs types de contrat ont été testés: le contrat de service, le contrat d'affermage, le contrat de BOT et enfin le contrat dit BOO : *build-own-operate*, le plus présent au Cambodge.

En effet la faible présence de terrain public au Cambodge dirige souvent l'entrepreneur et la commune à choisir ce type de contrat.

«Les fondements de l'approche sont assez simples: et reposent, d'une part, sur une assistance technique à l'entrepreneur pour la définition et le suivi de son projet; d'autre part sur une assistance financière (subvention et crédit) pour l'investissement de départ; et 3e enfin sur une assistance contractuelle et institutionnelle pour la commune, les usagers et la province», nous dit Clément Frenoux.

Cet entrepreneur peut se trouver parmi les commerçants locaux, les gérants d'une entreprise locale, par exemple fabrique de glace, ou bien un commerçant d'une ville voisine, etc

L'expérience a commencé en 2001 avec quelques projets-pilotes. Au MIREP a succédé en 2005 le PACEPAC. Le 22^{ème} projet est actuellement en cours de construction, nous dit Clément Frenoux. Les provinces concernées sont Siem Reap, Kratie, Kandal, Ta Keo, Kampot. Environ 40 000 personnes sont desservies par ce système.

D'où vient l'eau ? Du Mékong, d'une rivière, de grandes mares que l'on construit (par exemple à Ang Thassom, sur 2 ha), de l'eau souterraine: on a beaucoup travaillé à ce sujet, et cette eau souterraine que l'on croyait inutilisable il y a 10 ans est maintenant accessible et utilisée. On construit de grands réservoirs en hauteur (des châteaux d'eau). Et l'eau est distribuée à partir de là par gravitation.

Globalement le système fonctionne avec quelques points à améliorer

Après 10 ans on observe que le modèle MIREP initial fonctionne correctement. Aucun de ces services d'eau potable n'a fermé. Les résultats montrent cependant que si certains (30 %) explosent les objectifs de couverture (180 %), d'autres (30 %) peinent à avancer (50 % de l'objectif de couverture). « On peut tout de même dire que le projet MIREP a eu des résultats probants. Il a permis de valider l'approche et de montrer qu'il était possible de travailler avec de petits entrepreneurs sans compétences techniques et qu'ils pouvaient investir des sommes fortes si les incitations financières et techniques étaient judicieusement réalisées » nous dit Clément Frenoux.

Certaines critiques d'autres acteurs au Cambodge ont porté sur le coût de l'assistance technique de ces projets (50 % du coût total du projet), mais en fait il ne s'agit pas d'une perte, plutôt d'un investissement pour le long terme. « On le voit très bien: sans assistance technique, certaines stations de traitement conçues pour 100 m³/h de production sont en réalité limitées à 60 m³/h. La perte financière due à l'erreur de conception c'est le coût de l'assistance technique ».

Dans le MIREP nouvelle formule nous avons d'ailleurs réussi à diviser ces coûts par deux, ce qui permet à l'entrepreneur de le payer en totalité ou en partie ».

Et pourtant cette formule n'a pas encore pris une ampleur nationale.

Pour le consommateur

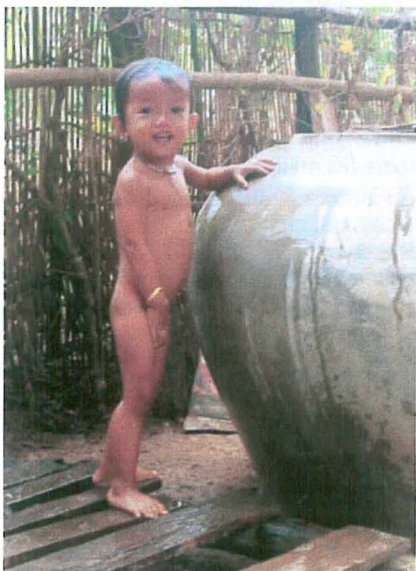
Le progrès est évident: il dispose à volonté, au robinet, d'une eau potable, de façon continue et pour le long terme, à faible coût.

- le coût du raccordement est de 30 dollars
- le prix de l'eau est bien divisé par 3 ou 4.
- le prix du m³ est de 0,60 dollars (avec des variations dépendant du coût de l'énergie), nettement moins élevé que celui de l'eau distribuée par véhicule.

Il convient de noter que si les principaux critères de qualité de l'eau sont respectés, le niveau de chloration pose toujours problème. Les ménages cambodgiens n'aiment pas le goût d'une eau chlorée, ce qui pousse les entrepreneurs à diminuer les doses de chlore.

Le cas des utilisateurs individuels: arrivée de la pompe à moteur

Une innovation récente, qui améliore beaucoup la vie quotidienne des foyers: une petite pompe avec un moteur à essence fait venir l'eau de la rivière, ou de la mare, de l'étang, jusque dans les jarres. Distance possible: 100 m, et bien davantage. Les jarres sont vite remplies, de sorte que le moteur n'est utilisé qu'à intervalles éloignés. Par exemple, six jarres, pour 10 à 15 personnes: une heure, 2 ou 3 fois par semaine. S'il n'y a que deux personnes: 30 minutes à 1 heure de pompage une ou deux fois par mois.



Une innovation récente, qui améliore beaucoup la vie quotidienne des foyers: une petite pompe avec un moteur à essence fait venir l'eau de la rivière, ou de la mare, de l'étang, jusque dans les jarres. Distance possible: 100 m, et bien davantage. Les jarres sont vite remplies, de sorte que le moteur n'est utilisé qu'à intervalles éloignés. Par exemple, six jarres, pour 10 à 15 personnes: une heure, 2 ou 3 fois par semaine. S'il n'y a que deux personnes: 30 minutes à 1 heure de pompage une ou deux fois par mois.

Financements

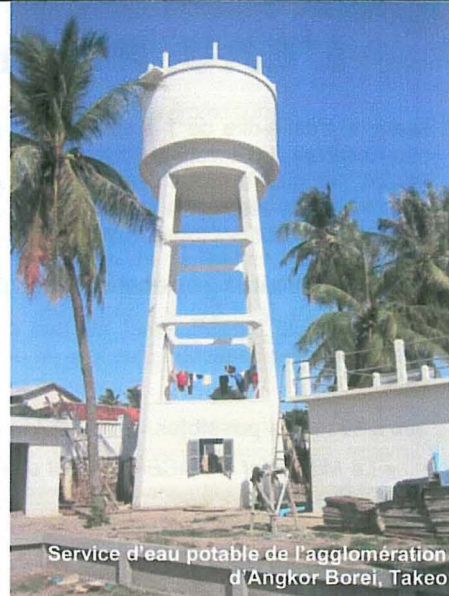
Le coût d'un service d'eau potable est évidemment variable selon sa taille. On peut compter en gros 120 000 dollars pour un petit système, 250 000 pour un moyen, 500 000 dollars pour un gros système.

Il est établi que la technologie dite « à faible coût » coûte par ménage approvisionné environ 130 US\$, comprenant l'intégration du système pompe, station de traitement, château d'eau, réseau de distribution et connexions. Ce qui est très peu cher par rapport au standard urbain, de l'ordre de 200 à 300 US\$ par ménage.

Comment cet investissement est-il financé ? Le schéma: environ 60 % sont financés par l'investisseur privé, 30 % par une subvention du MIREP/PACEPAC (alimenté par divers organismes) et 10 % par les utilisateurs.

Les bailleurs extérieurs sont actuellement: l'Union Européenne, la *Fondation Ensemble*, l'Unicef, GTZ -agence allemande devenue GIZ-, l'AFD, *Agence française de Développement*, le SEDIF, *Syndicat des Eaux d'Ile de France*, qui aide le projet depuis l'origine.

L'expérience montre qu'il faut distinguer: au-delà de 500 ménages, le réseau devient rentable, il peut même financer l'infrastructure (certains sites montrent cependant que lorsqu'il y a une forte activité économique les sites disposant de 300 ménages suffisent à rentabiliser le système). Les « petits ré-



Service d'eau potable de l'agglomération d'Angkor Borei, Takeo

Coût de la pompe: 85 dollars. Coût du tuyau: 112,5 dollars pour 100 m.

Pour purifier l'eau, on utilise maintenant de façon courante un produit chloré avec lequel on frotte l'intérieur de la jarre, et l'on agite l'eau une dizaine de minutes. Cette eau est ensuite utilisée pour la cuisine, les douches, ... à cause de son goût, on ne la boit guère.

Il est clair que cette somme totale de 200 dollars est encore assez élevée pour une grande partie de la population, mais elle est atteignable s'il y a un ou quelques revenus dans la famille, et ensuite l'eau elle-même ne coûte rien.

Ce sont ces améliorations de base concernant l'eau, l'électricité, les déplacements (routes rurales, motos) qui changent réellement la vie rurale.

Eau potable: un filtre, etc ...

Pour l'eau potable, au lieu de la faire bouillir, on utilise de plus en plus un filtre. Ces filtres sont vendus couramment sur les marchés, pour 10 dollars, et par des commerçants qui vont les proposer de maison en maison.

Par un système de marketing bien conçu, ces filtres sont vendus aussi de maison en maison en même temps que tout un matériel domestique de base. Pour 40 dollars, on a: le filtre, 1 réchaud à gaz, 20 verres, 1 casserole électrique, 1 bouteille thermos, et 1 lampe (deux tubes alimentés par deux grosses piles rondes).

L'EAU POTABLE

seaux », c'est-à-dire de 1 à 500 ménages, ne peuvent pas être rentables, ils devront toujours être subventionnés. Dans l'avenir, les gros réseaux devraient pouvoir financer l'appui aux plus petits réseaux. L'investisseur doit prévoir dans sa tarification le coût des foyers non rentables.

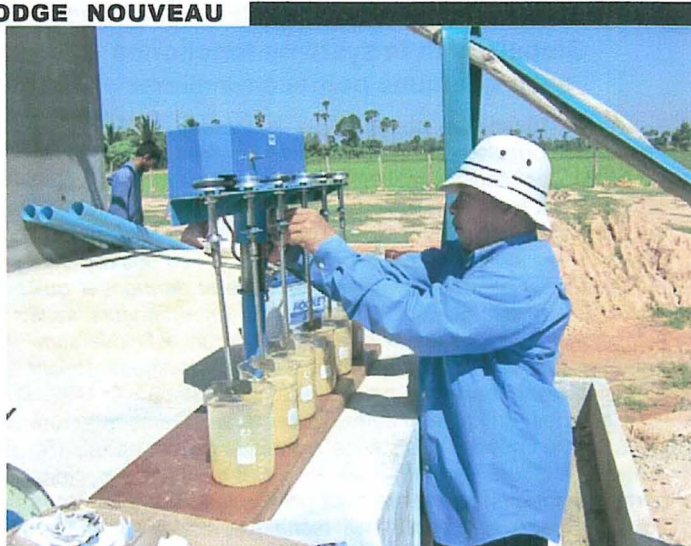
faudrait-il généraliser l'approche ?

La formule MIREP ayant fait ses preuves, il faudrait cependant aller beaucoup plus loin, lui donner une ampleur nationale.

300 à 400 sites possibles

« Le MIREP et le PACEPAC sont une ébauche qui permet d'envisager sereinement l'avenir, sur la base d'une expérience concrète », dit Clément Frenoux.

Selon diverses études il y aurait au Cambodge entre 300 et 400 sites où pourraient être installés selon les estimations



Test de turbidité de l'eau avant traitement

de mini-réseaux d'eau potable ; 9 à 15 % de la population pourraient être approvisionnés suivant ce dispositif.

Comment augmenter le nombre des investisseurs ? L'argument du GRET : c'est un investissement sûr, sans risques, à long terme. Il n'y a pas de crise possible comme dans l'immobilier, peu de dépréciation de l'installation. L'expérience montre que l'investisseur dans un tel système d'eau potable ne peut pas espérer « faire de l'or », mais il vit bien, lui et sa famille, en sécurité et pour le long terme.

Quels sont les freins ?

- **freins financiers :** les candidats à l'investissement doivent assurer une mise de fonds assez lourde (investissements à forte intensité capitaliste), et n'ont pas facilement accès au crédit. La raison : le retour sur investissement est à long terme, 10 à 15 ans, et assez faible. L'expérience de 10 ans montre que le TRI va de 9 à 17 %, la « fourchette » considérée comme valable étant de 10 à 14 %.

Malheureusement les banques ne s'intéressent donc guère au secteur : ce n'est pas assez rentable. Prêter 50 ou



Usagers du nouveau service d'eau potable

photos GRET

le projet de l'USAID Water Investment Strategy

Le programme de l'USAID MSME, *Micro, Small and Medium Enterprise Project* comporte un projet « aide aux investissements dans l'eau potable ».

L'approche est très différente de celle du GRET : l'ONG n'aide l'investisseur que lorsque celui-ci a investi, construit son installation, et qu'elle fonctionne.

Commencé en octobre 2008, l'objectif du projet était de fournir de l'eau potable à 10 000 foyers, dans un délai de 20 mois. Budget : 1,2 million de dollars.

Les premières enquêtes ont montré les obstacles existants : principalement des coûts décourageants aussi bien pour les investisseurs que pour les consommateurs, le coût de la connexion dépassant un mois de salaire.

La méthode adoptée pour le projet WIS, *Water Investment Strategy*, est très simple, reposant entièrement sur les entrepreneurs—investisseurs : elle consiste à accorder une subvention pour les investissements réalisés par l'investisseur, qui ne la reçoit que lorsque les foyers sont effectivement desservis en eau potable selon les standards du Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie.

Cette subvention est la même pour tous les investisseurs, mais toutefois plus élevée dans les régions où les coûts du

traitement de l'eau, l'éloignement des foyers desservis exigent plus de dépenses.

Cette méthode de n'attribuer une aide, selon un barème fixe, qu'une fois le réseau établi et en fonctionnement, évite que les coûts soient artificiellement gonflés. Il n'y a pas de négociations de contrats avec les investisseurs. Ils font le design de leur projet eux-mêmes, ils trouvent eux-mêmes les fonds, ils font eux-mêmes leur offre aux consommateurs. Le MSME ne sert en rien d'intermédiaire avec les autorités ni avec les bailleurs de fonds, ne se préoccupe pas d'établir des règles et des standards. Tout cela regarde l'investisseur, qui est ainsi incité à prendre les meilleures décisions possibles.

Ce système a bien fonctionné : en 9 mois, 17 entrepreneurs privés, dans 6 provinces, ont construit leur réseau, l'ont rendu efficace, rentable, desservant 11 000 foyers. Dans ces provinces (qui comptent ensemble 46 % de la population du Cambodge) le pourcentage des foyers alimentés en eau potable a augmenté en moyenne de 9 % (12 % pour les foyers ruraux).

Le coût moyen d'une connexion est de 152 dollars, sur lesquels le projet WIS a fourni en moyenne 70 dollars ; c'est-à-dire nettement moins que la plupart des autres bailleurs de fonds ayant un projet « eau potable ».

Le MSME a permis de surcroît l'amélioration de réseaux existants desservant 13 600 foyers en eau potable.

Source : USAID

dans les petits centres semi-urbains

100 000 dollars pour un système d'eau potable séduit assez peu les bailleurs d'une façon générale, le secteur de l'énergie les motive beaucoup plus.

Il faut dire aussi que le candidat à l'investissement bien souvent ne sait pas pousser la porte des banques, n'est pas préparé à présenter un projet bancable. Qui plus est, il n'a pas les garanties en terrains, en immobilier, que lui demande la banque. Pourtant les *cash flows* générés par un service d'eau potable sont très forts et permettraient d'être rassuré sur la capacité de remboursement de l'entrepreneur. Or les dossiers de crédit sont rarement analysés de la sorte. «*Il faudrait un intermédiaire institutionnalisé qui se porte garant pour le compte des entrepreneurs de la viabilité du projet, en somme crée la confiance* ».

Par conséquent, bien souvent l'investisseur a recours à un prêteur privé informel dont le taux est plus élevé, 16 à 18 % par an, mais il ne lui demande pas de garantie et avec lui le dialogue est plus souple et flexible.

- freins techniques

Il n'existe pas de formation spécifique dans le domaine de l'ingénierie hydraulique urbaine, pas de diplôme. Les ingénieurs en génie rural doivent faire appel à leur expérience professionnelle. Bien peu sont capables de concevoir une usine de production d'eau, d'en diriger la construction et le fonctionnement. Peu de compagnies locales sont capables de



Dispositif d'aération visant à réduire le fer dans l'eau sur une station de traitement

fournir les conseils, la supervision, le contrôle des réseaux. Et les investisseurs locaux n'ont pas les moyens d'utiliser les services d'entreprises internationales. Très souvent ils conçoivent eux-mêmes leur installation.

Avec la mauvaise qualité de la construction, on constate chaque année trop de dépenses pour de mauvais résultats.

»*Cette assistance technique aux opérateurs devrait être transférée à des sociétés locales. Il faudrait créer une ou des sociétés de services spécifique, de droit privé, qui contribuent à diffuser et*

appliquer les normes et standards de la profession».

- freins politiques

Pour que les autorités donnent une ampleur nationale à la formule des mini-réseaux d'eau potable, il faut poursuivre la clarification du cadre politique et législatif du secteur.

Qu'il s'agisse d'un contrat ou d'une licence, peu importe finalement du moment que la durée de l'accord est assez longue pour «sécuriser» l'entrepreneur (10 ans), qu'il précise les standards techniques à respecter, les objectifs à atteindre, les tarifs –contrôlables à l'échelle locale– et les modalités de financement.

Il faudrait également répandre les technologies *low cost* de construction des usines de traitement développées notamment dans le cadre du MIREP, établir des standards. Organiser le contrôle et la régulation des installations. Prévoir les besoins sur le long terme en fonction de l'accroissement de la population et de la consommation d'eau potable. Créer un réseau de sociétés d'ingénierie capables d'assurer l'assistance technique et la formation.



Ingénierie locale photo c.n.

Enfin faciliter l'accès au crédit, auprès des banques demeure un point important. Ce crédit devrait être porté à 5 ans, avec un taux ne dépassant pas 10 % (8 à 9 %) par an. Il pourrait être possible de combiner un crédit conjoint pour l'électricité et l'eau et de créer des mesures de péréquation entre les deux secteurs. ... Et pour motiver les investisseurs, leur accorder une subvention de départ ...

C.n. et Clément Frenoux

Voir aussi «*La gestion collective de l'eau*», entretien avec le Secrétaire d'Etat Veng Sakhon, Secrétaire d'Etat au ministère des Ressources en Eau : expérience de Prey Nup, les communautés d'usagers de l'eau (FWUC), environ 300; les 18 projets en cours avec l'aide de l'AFD, de l'ADB, ... les 9 projets en cours de négociation (cn 274). Là il ne s'agit pas d'eau potable mais d'eau pour l'irrigation.



ធនាគារកាណាឌីយ៉ា ក.ក
加華銀行
CANADIA BANK PLC.

Canada Bank,
Your Best Partner!

Step Forward with Our New
Elite Card !!!

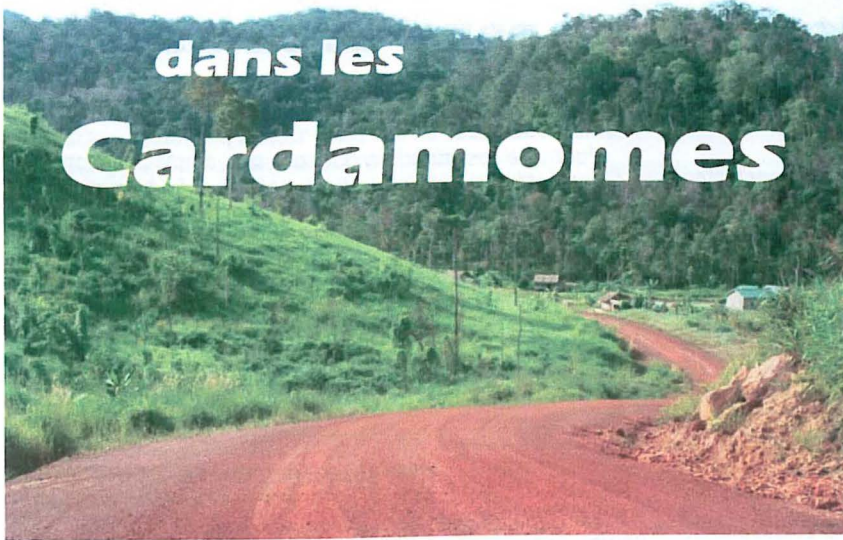
Succès

Prestige

Service express

Compte Elite à la Banque Canadia





dans les Cardamomes

Les Cardamomes offrent aux amateurs de paysages magnifiques et de pistes difficiles des itinéraires très attractifs.

A partir de Pramaoy par exemple, village situé sur la nationale 55, à une centaine de km à l'ouest de Pursat, on a le choix:

vers Thma Da

Plein Ouest jusqu'à la frontière avec la Thaïlande, c'est une piste latérite à très bonne surface, très sinueuse, très plaisante, dont les fortes déclivités et les ponts métalliques, les petits ponts de planches, à prendre avec précautions, retiennent toute l'attention. La piste est taillée à flanc de montagne, tranchée dans la forêt dense: c'est le Sanctuaire de Vie Sauvage du Phnom Samkos. On traverse le massif des Cardamomes d'Est en Ouest, passant à plus de 1500 m d'altitude, sous le Phnom Krachau, 1678 m -aujourd'hui inaccessible; il y avait là une cache d'armes khmer rouge dit un



villageois.

Attention, la piste est glissante par temps de pluie, et même dangereuse. Il est prévu qu'elle sera bitumée en 2014.

Ou Sam On, qui dirige le poste de rangers proche de Thma Da, nous confirme: il y a des animaux sauvages, des chevreuils, quelques gaur et bantengs, des léopards tachetés, des cochons sauvages, des ours, des éléphants, des maca-

ques ... pas de tigres. Avec les 23 rangers et l'aide de l'ONG *Fauna and Flora International*, FFI, et la compréhension des villageois, on peut protéger assez bien ce sanctuaire d'environ 10 000 ha. On distingue trois zones: une *community area* où vivent les villageois, une *community protected area*, où ils peuvent couper les arbres et récolter la résine pour leurs besoins familiaux, et une *core area* où en principe personne ne peut pénétrer.

«Où la protection fait des progrès. Les chasseurs, les contrebandiers savent qu'ils risquent la prison. Ils préféreraient un autre métier s'ils en trouvaient. Avec un peu plus de moyens, on pourrait les dissuader davantage ... ».

Le poste de rangers peut donner des conseils aux visiteurs, pour camper, pour observer les animaux. Il peut accompagner les visiteurs sur les meilleurs sites.

Il faut compter environ 2 heures de Pramaoy pour arriver à Thma Da, à la frontière. C'est une modeste bourgade (une guest house, qui attend les clients, à 4km du village...), mais qui va changer beaucoup, avec la construction d'un casino, d'hôtels -un investissement de 30 millions de dollars-, avec la création d'un nouveau poste frontière, et d'une zone de développement économique de 2 250 ha.



le casino de Thma Da en construction

Il est question aussi d'une plantation d'hévéas de 4 600 ha (il en existe déjà de petites) et ces projets naturellement suscitent des protestations parmi les villageois.

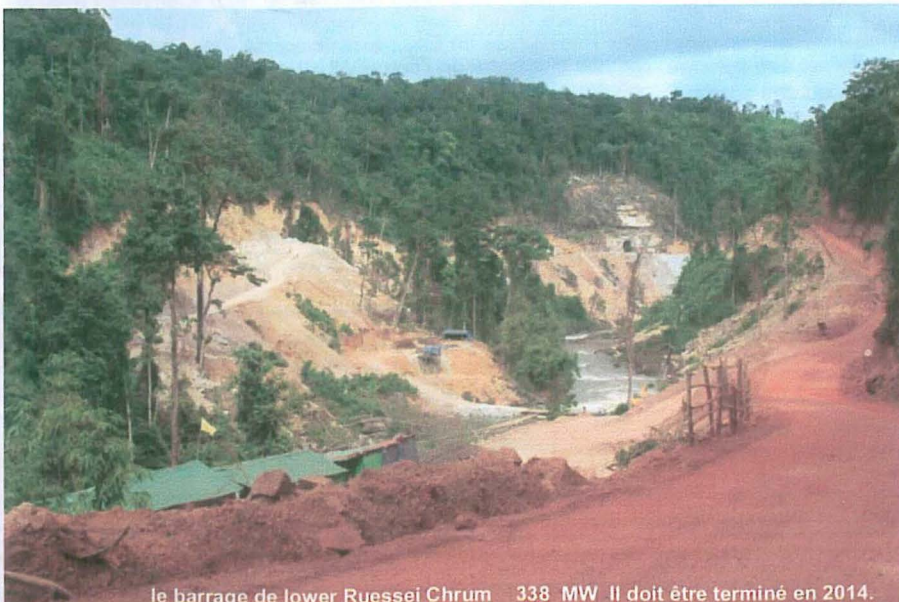
Un autre grand projet qui va changer le rôle de Thma Da et de cette région: la construction d'une route nouvelle qui, vers le Sud, atteindra Koh Kong dans quelques années, suivant le cours du Stung Meteuk. Une douzaine de km ont été réalisés, avec des travaux d'infrastructures considérables.

les barrages chinois

La piste qui part de Pramaoy vers le sud, vers la nationale 48 et Koh Kong, est carrément mauvaise. Une voiture peut passer à la rigueur, mais à très petite allure, et pas par temps de pluie: cailloux, trous et bosses, fondrières, mauvais ponts, pentes raides, surfaces glissantes. Mais si l'on aime les mauvaises routes et voir la jungle de près, c'est un itinéraire très satisfaisant.

Au long de ce parcours et le long de la nationale 55 on construit de grands pylones qui amèneront le courant haute tension des barrages jusqu'à O'Saom, où il y aura une sous-station, à Pramaoy, et de là à Pursat, où il rejoindra la ligne Phnom Penh - Kompong Chhnang - Pursat - Battambang qui doit être terminée en 2012 (cn 295).

Les lignes à haute tension sont une partie importante du projet: leur construction en pleine jungle demande beaucoup de main d'œuvre pour dé-



le barrage de lower Ruessei Chrum 338 MW Il doit être terminé en 2014.



route Pramaoy—Thma Da photos c.n.

broussailler le parcours et pouvoir monter les fils. Le matériel de construction doit être acheminé par camions, d'où la construction de pistes là où il n'y en a pas. Tout cela génère l'ins-

tallation de camps provisoires comme celui de *O' Som 2*.

Environ 40 km après Pramaoy, environ 10 km avant O'Saom, après un mauvais pont, bifurcation: tout droit, l'ancienne piste, très mauvaise, qui rejoint le village de Veal Veng. A droite la bien meilleure piste construite par une compagnie chinoise.

Venant du nord par cette piste, le premier chantier est celui du barrage du *stung Atay*, 120 MW (photo p. 14).

Le barrage dit *Lower Russey Chrum* (il est prévu *Upper, Middle et Lower Russey Chrum*) construit par la cie chinoise Sino-Hydro est à une vingtaine de km plus au sud (photo). Il s'agit d'un complexe plus important, avec 338 MW de puissance installée.

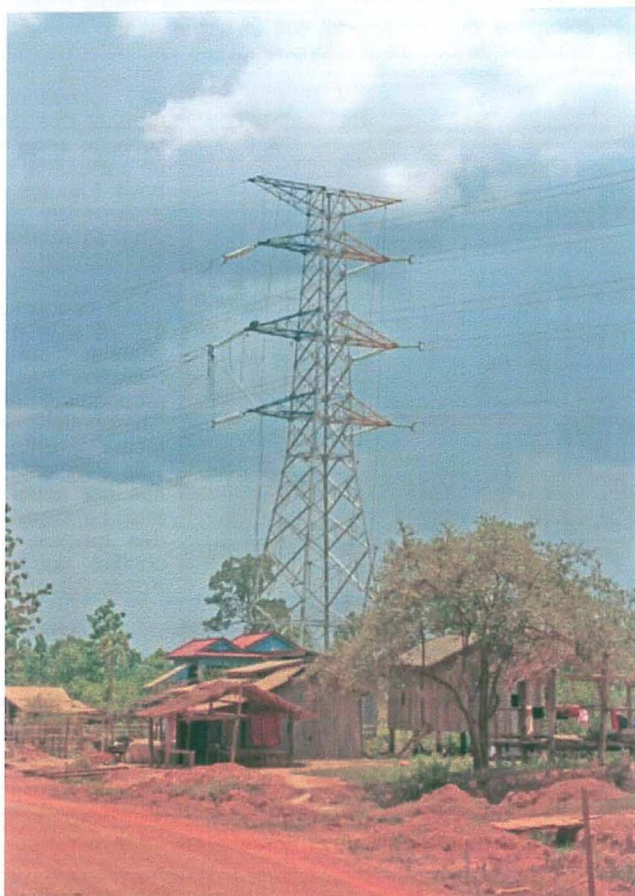
Très important aussi le barrage sur le *stung Tatay*, 246 MW, en construction, qui doit être terminé en 2013.

Ces barrages auront un impact très faible sur la forêt, nous disait S.E. Mok Mareth, ministre de l'Environnement (cn 280). Les défenseurs de l'écologie le reconnaissent eux-mêmes (Seng Bunra, *country director* de WWF, même n°).

Il en va différemment pour le barrage du *Stung Chay Areang*, 108 MW, qui doit être achevé en 2017. Sur les 6 barrages prévus, celui-là est particulièrement controversé parce qu'il provoquera le déménagement de plusieurs villages et va contrarier la vie sauvage (cn 255, 280 etc ...).

Quant au barrage dit *Kirirom 3*, petite centrale de 18 MW, alimentée par une conduite forcée, on peut le voir grâce à une nouvelle piste de 15 km, embranchement sur la nationale 48 juste après le pont de Sre Ambel. (Cette piste continue au-delà sur une quarantaine de km, mais pour les motos seulement).

Pour le barrage de *Kamchay*, 193,2 MW, proche de Kam-pot, il sera achevé cette année (cn 261) (suite p. 14)



Archives Cambodge Nouveau
 La collection des n° de Cambodge Nouveau, de 1994 à 2009 est devenue plus facilement accessible grâce au remaniement du site www.cambodgenouveau.com



le barrage sur le stung Atay en chantier



Le barrage en construction de Atay, fin mai 2011. C'est l'un des six barrages programmés dans les Cardamomes destinés à entrer en service entre et 2017

- 1011: Kamchay (193,2 MW)
- 2012: Kirirrom 3 18 MW et Atay (120 MW)
- 2013 : Tatay (246 MW)
- 2014 Lower Russey Chrum (338 MW)
- 2017 Stung Chay Areang (108 MW).

(photos c.n.)

inauguration du Psar Thmei

Le 25 mai 2011, le gouverneur de la ville de Phnom Penh, SE Kep Chup Tema a inauguré la fin des travaux de réhabilitation du Psar Thmey en présence de l'ambassadeur de France. Leur démarrage avait été inauguré par le gouverneur le 21 janvier 2009, deux ans et 4 mois plus tôt. Le déroulement du chantier s'est fait en trois tranches, l'aile est, puis la coupole et l'aile sud, l'aile ouest pour finir.

Les travaux ont été financés par la mairie de Phnom Penh et l'Agence Française de Développement qui a octroyé en 2004 une subvention de 4,5 millions d'euros, équivalente à 6 millions de dollars.

Le marché a été construit en 1937 et des travaux de rénovation s'avéraient nécessaires, même si le bâtiment a remarquablement traversé le temps. La subvention de l'AFD devait ainsi permettre de doter Phnom Penh d'un marché central salubre, capable de fournir aux populations et aux 3 000 commerçants des services urbains de qualité au meilleur coût, tout en assurant aux opérateurs - notamment à la Municipalité de Phnom Penh - la juste rémunération de leurs activités.

Au plan technique, le projet visait à : (i) assurer la sécurité physique du public (ii) améliorer les conditions sanitaires, (iii) préserver la qualité patrimoniale des bâtiments et des sites.

Cette rénovation devait aussi contribuer au développement du tourisme qui constitue un facteur essentiel de la croissance du Royaume.

Le projet comprenait une phase institutionnelle qui s'est achevée en 2007 par l'adoption de statuts d'une régie autonome du marché qui soit le garant d'une maintenance satisfaisante des installations rénovées : collecter de manière efficace les produits de redevance et garantir des prestations de service par un partenariat public privé. Elle doit servir d'exemple pour d'autres réalisations au Cambodge.



La conception et la réalisation du chantier ont été réalisées par le groupement ARTE-Charpentier architectes / Entreprise Villa Parc sélectionnés par appel d'offres. La supervision des travaux a été confiée au bureau Kosan Ingenierie.

Un livre financé par le projet et réalisé par l'agence Melon Rouge donne tous les détails sur l'histoire de ce marché et de sa rénovation ainsi que des hommes et des femmes qui y vivent. Il est accompagné d'une exposition photo visible dans l'enceinte du marché.

[Voir interviews de Thierry Dalimier, Kosan Ingeneering, cn 247; « la rénovation du Psar Thmei », cn 282].



LIVRES

Marché central Histoire d'une rénovation

Saviez-vous que le mot *phsar* (marché) a la même origine perse que le mot bazar ? C'est l'une des choses que l'on apprend en feuilletant ce beau livre riche en textes et en photos, qui marque un événement important: la rénovation d'un édifice remarquable, avec sa coupole de 26 m de hauteur, 30 m de large –la 6ème du monde– l'un des fleurons architecturaux de Phnom Penh.

Voulu par l'urbaniste Ernest Hébrard, dû aux architectes Jean Desbois et Louis Chauchon, on a de tous temps, depuis 70 ans, loué l'allure générale à la fois puissante, audacieuse et élégante du Marché central, son heureux éclairage intérieur assuré par des claustras en béton judicieusement situés, qui assurent en même temps une aération bien pensée. «Une prouesse architecturale» dit Vann Molyvann.

Le voici remis à neuf, amélioré, de loin le plus magnifique des marchés du Cambodge –peut-être du Sud-Est asiatique.



Ce bâtiment méritait un rappel historique, et il a été fait avec un remarquable travail de recherches dans les archives; il méritait de belles photos, et l'on en a des quantités, de photographes professionnels; des commentaires techniques sur l'édifice, et ils sont portés avec des documents d'époque explicites; il valait des commentaires de spécialistes et l'on a ceux d'architectes: Philippe Prost, Emmanuel Combaret, Nicolas Michelin ... une interview de Vann Molyvann, urbaniste et architecte.



On a des textes signés de noms bien connus des lecteurs de Cambodge Nouveau, Ros Borath, Christiane Blancot, Michel Verrot, Sisowath Pheanaroth, Helen Grant Ross, Jean Daniel Gardère, Corinne Callebaut ... chacun enrichit l'ouvrage avec ses connaissances et son registre propres.

Un marché, ce n'est pas de l'architecture et de la gestion seulement: sa destination, ce sont les gens, et leurs échanges. Tous les jours du matin au soir, on s'y côtoie, on s'y bouscule, marchands, clients, toute une vie très animée et cet ouvrage donne à juste titre une bonne place à l'aspect social du Psar Thmei: photos réalistes d'ouvriers qui y ont travaillé, de ceux qui assurent les transports, la sécurité, photos de marchandes, à qui l'on donne la parole; photos de l'incroyable diversité des stands: vêtements (activité lucrative, avec l'affluence d'une «jeunesse urbaine en pleine émancipation»), bijoux (attention aux conflits entre bijoutiers !), soins et beauté en pleine expansion, papeterie, montres, fleurs, équipements électriques, ustensiles divers, légumes, fruits, poissons, boucheries ... et même noix d'arec et feuilles de bétel (en déclin), voyantes –diseuses de bonne aventure–, ... Il y a des quartiers et des sous-quartiers sous cette vaste coupole et dans ses ailes, c'est une bonne idée d'en donner une carte.

Des marchandes on apprend à distinguer le *moy*, l'habitué, le *kaov chay*, le premier client de la journée, que l'on choie ... Que pensent-elles de leurs nouveaux stands, plus petits, mais plus propres, plus accessibles, dans un environnement plus agréable ? C'est ce que l'on saura avec le temps. Le critère principal, c'est le chiffre d'affaires.

Veut-on des idées plus générales ? Des architectes vous en donnent, qui ont de la valeur. Philippe Prost par exemple défend le patrimoine avec vigueur, et met en garde: «*Refuser que la normalisation de la construction neuve s'applique au patrimoine architectural est un combat décisif à livrer par les architectes. A l'heure où les premiers eurocodes sont définis et applicables, l'inquiétude est plus grande que jamais pour l'avenir de notre patrimoine commun. Il est temps d'affirmer le patrimoine architectural comme devant relever de l'exception culturelle. L'intervention architecturale sur le patrimoine doit absolument être régie par des règles spécifiques, faute de quoi le patrimoine sera lentement mais inexorablement détruit dans sa dimension matérielle sauf à être conservé sans fonction*».

Marché central, histoire d'une rénovation, 179 p. grand format, nombreux auteurs, nombreuses photos et illustrations, Agence Melon Rouge, 2011



CONCENTRÉ D'IT !



KHMERDEV

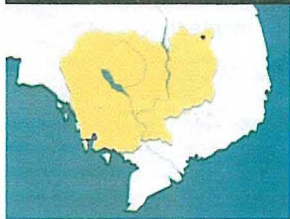


Applications dédiées
Développement web

Système d'intégration
Audit formation conseil

POC Building, #184, st. 217 (Monireth) 6ème étage, Phnom Penh
Tél: 012 213 360 / 011 373 345 / contact@khmerdev.com
www.khmerdev.com

DIVERS



Comin Asia, Comin Khmère changent de mains

nous dit Dominique Catry, qui en est le Président. Cette société parmi les plus anciennes au Cambodge (créée en 1963, reprise par Dominique Catry en 1991) est fortement implantée au Vietnam (*Comin Vietnam*), au Laos, en Thaïlande, avec au total plus de 800 salariés (*voir notamment « Comin Asia, un groupe régional en pleine croissance », cn 277; cn 291 sur l'énergie solaire*). L'acquéreur est *RM Asia*.

Informations sur les routes (2)

Est: Lumphat, précision: la traversée de la Srae Pok à Lumphat, en pirogue, sur le trajet de la route 76 Sen Monorom—Ban Lung, n'est pas réservée aux motos seulement. Il est possible de négocier sur place le passage d'une voiture. On ajoute une pirogue aux deux qui sont normalement utilisées.

Nord: de Siem Reap il est facile de rejoindre Anlong Veng, par Banteay Srey, et de là le poste frontière de Choam par une route en voie de finition. De là vers l'Est, une piste carrossable, 4 km jusqu'à l'ancien observatoire de Ta Mok (guest house) et de là 6 km de mauvaise piste jusqu'à l'ancienne maison de Pol Pot.

- D'Anlong Veng vers l'Ouest, à environ 12 km au sud de Choam sur la nationale 66, deux pistes, 70 km, rejoignent la nationale 68 Samraong—O'Smach.

Nord-Ouest: de la jonction avec la nationale 68, la nouvelle route vers O'Smach, en cours de finition, est large et facile; montée en quelques lacets taillés dans les rochers. Large avenue conduisant au casino et à la frontière.

- De O'Smach vers l'Ouest: à partir de la 68 (embranchement environ 9 km au sud d'O'Smach), une bonne route latérite, avec plusieurs ponts en construction, longe la frontière à peu de distance, région à peu près inhabitée, et permet de joindre Ta Krabei et Ta Moen (visites actuellement non autorisées). De Ta Moen vers le sud, une bonne route goudronnée rejoint Samraong; sur ce trajet, une piste moyenne à mauvaise permet de gagner directement Banteay Chmar.

- de Banteay Chmar à Sisophon, nationale 56, mauvaise. La réhabilitation de Sisophon à Samraong commence en juillet 2011 et doit être terminée en 2014.



Ouest

- A partir de Pramaoy, sur la nationale 55, environ 70 km de bonne piste jusqu'à Thma Da, frontière thaïlandaise (*dans ce n°*).

A partir de Thma Da une nouvelle route est en construction en direction de Koh Kong, passant entre la frontière thaïlandaise et le Stung Meteuk.

De Pramaoy vers le sud (Koh Kong) piste difficile (*dans ce n°*). (*Cambodge Nouveau publie des informations de première main. Ne le copiez pas. Citez-le.*)

Meurtre politique ?

Dans le district de Kien Svay, le 1er juin, un deuxième conseiller de la commune de Chhoeu Teal a été assassiné, pour des raisons politiques, selon le PSR. M. Ouk Chhantak avait de bonnes chances de devenir chef de commune aux élections de 2012.

La bourse des valeurs

Elle sera officiellement inaugurée le 11 juillet, mais les opérations ne commenceront que plusieurs mois plus tard, peut-être en décembre. Les sociétés susceptibles de s'inscrire ne sont pas encore prêtes, les conditions à remplir étant complexes. Quatre sociétés d'Etat, *Phnom Penh Water Supply Authority, Electricité du Cambodge, Telecom Cambodia, le Port Autonome de Sihanoukville*, se préparent à s'inscrire. Rien de précis n'est connu du côté des sociétés privées.

Le forum des carrières

Le 7ème Forum des Carrières aura lieu les 25 et 26 juin au centre des expositions sur l'île de Koh Pich, Diamond Island.

Le prix du riz

31 mai, au coin de la gare: meilleure qualité 2 900 riels le kg; 2ème qualité 2 300 riels / kg; 3ème qualité 2 200 riels / kg.; 4ème qualité : 2000 riels / kg. C'est-à-dire sans changements depuis le 30 avril. Autres qualités: 3000 riels et 6 000 riels / kg.

Energie solaire

La société *Kamworks* annonce, avec son partenaire laotien *Sunlabob*, qu'elle a reçu une commande de la Banque mondiale pour installer 12 000 systèmes d'énergie solaire au Cambodge (*voir cn 290 « Comin Khmère et l'énergie solaire », « Les débuts de l'énergie solaire » cn 291*).

Erratum: H.E. Hang Chuon Naron est Secrétaire d'Etat au ministère des Finances et de l'Economie et non Secrétaire général du ministère des Finances (n° 297).

Comme à la Maison
Delicatessen
Restaurant, Deli Shop & Catering

13 St 57, Phnom Penh - 023 360 801 / 012 951 869
www.commealamaison-delicatessen.com
Tous les jours de 6h00 à 15h00 et de 18h00 à 22h30

Guide Total des Routes et du Tourisme

La cinquième édition compte 126 pages. Textes et cartes mis à jour et très enrichis. Plus de 130 photos. Itinéraires. Beaucoup d'encadrés concernant les sites archéologiques, les sites naturels, les zones protégées et l'éco-tourisme, la société, l'économie du Cambodge ...

le Guide Total des Routes et du Tourisme
un cadeau utile, un joli cadeau

En vente à *Carnets d'Asie, Monument Books, International Book Center, Peace Book Center, Thai Huot Market*, les boutiques *Bonjour de Total*, la librairie du *Sofitel, Phnom Penh International Airport, Cambodia Country Club, Boston Book Company, The Bike Shop, Golden Books, L'Imprévu, L'Eléphant Blanc*, à bord du *Tum Tiev 1*, restaurants *Le Wok, Open Wine, La P'tite France, ... Siem Reap International Airport, Monument Books à Siem Reap, Siem Reap Book Center ...*

La version en anglais est en vente dans les mêmes librairies.

le journal des décideurs
votre meilleur investissement

Cambodge Nouveau mensuel culture

Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel
photos *Cambodge Nouveau* etc ...
distribué par e-mail
depuis le n° 253 de Juin 2007

CAMBODGE NOUVEAU
n° 58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh
portable 012 803 410
E-mail cambodge.nouveau@forum.org.kh
alaing@cambodgenouveau.info
archives www.cambodgenouveau.com